

Économie souterraine : s'en prendre à ses causes plutôt qu'à l'argent liquide

Une étude récente le montre : on ne réduira guère l'économie souterraine en abolissant l'argent liquide. Il faut d'abord s'attaquer à ses causes : entre autres, une fiscalité excessive et des règlements pléthoriques. *Friedrich Schneider*

Abrégé L'ampleur et l'évolution de l'économie souterraine reposent sur des estimations. La Suisse se situe, en 2017, dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE en ce domaine. Elle représenterait 6,2 % du PIB, alors qu'en Grèce, en Italie et en Espagne, elle serait de 22, 20 et 18 %. La plupart des activités économiques non déclarées se paient en espèces. Malgré cela, les premiers résultats empiriques indiquent que l'abolition ou la limitation de l'argent liquide n'auront pas d'influence décisive sur le recul de l'économie souterraine et de la criminalité si les causes n'en sont pas éliminées. Voilà pourquoi la décision de se passer des règlements en espèces doit être laissée aux citoyens et contribuables.

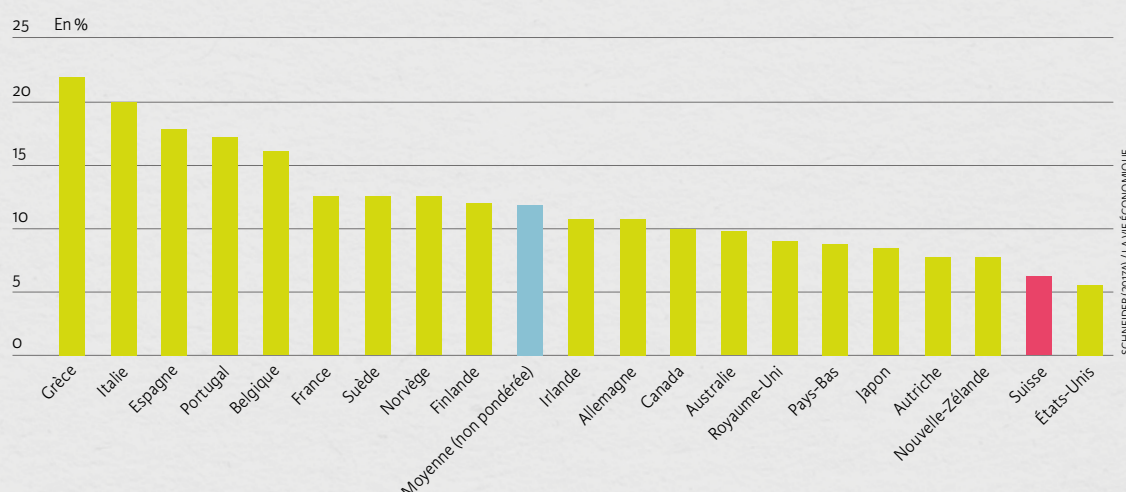
même, échappe au recensement. Il faut, dès lors, l'évaluer à partir de ses phénomènes sous-jacents : le problème pourra ainsi être abordé de manière méthodique sur le plan politique et le débat public n'en sera que mieux informé.

Les discussions sur le sujet butent souvent sur la question des limites de l'économie souterraine. Dans les comparaisons internationales, les avis divergent sur les activités assimilables à l'économie souterraine, du fait des différences entre les bases légales et les normes sociales¹. D'ordinaire, la notion d'économie souterraine englobe toutes les activités non recensées par l'État qui contribuent à la richesse nationale, autrement dit au produit national brut officiel. Cette définition retient donc les activités économiques génératrices de revenus, mais hors du champ des réglementations officielles, du fisc et du recensement statistique.

Une partie non négligeable de la richesse créée dans les pays industriels et émergents provient de l'économie souterraine. Contrairement aux activités déclarées, il n'existe pas de statistique officielle permettant de chiffrer sa valeur ajoutée ; c'est encore plus vrai pour le travail dissimulé. L'économie souterraine, de par sa nature

¹ Voir Feld et Schneider (2010), Schneider et Williams (2013), Williams et Schneider (2016) et Schneider (2017a).

Niveau de l'économie parallèle dans quelques États de l'OCDE en 2016 (par rapport au PIB)



Il faut encore distinguer l'économie souterraine du travail au noir. Celui-ci correspond à des activités qui peuvent aussi, en principe, être exercées légalement, mais ne sont pas déclarées à l'État afin d'échapper au fisc et aux cotisations sociales. Une définition plus large s'applique à l'économie souterraine. En fait partie l'emploi illicite, en particulier le placement et l'embauche illégaux d'étrangers, ainsi que des activités criminelles comme le proxénétisme ou les jeux de hasard.

Méthodes directes et indirectes

Il existe plusieurs techniques pour estimer l'ampleur et le développement de l'économie souterraine. Les résultats obtenus sont toutefois imprécis, en raison des divers problèmes rencontrés². Les tentatives d'inventaire se heurtent à une difficulté essentielle : ceux qui se livrent à ce type d'activité sont fortement incités à le dissimuler. Elle laisse, malgré tout, des traces et c'est sur cette base qu'il est possible de construire des méthodes d'évaluation, qui peuvent être directes ou indirectes.

La Grèce est, parmi les pays de l'OCDE, celui où l'économie souterraine est la plus répandue. L'Acropole illuminée à Athènes.

Parmi les méthodes directes, on trouve l'examen des cas de dissimulation fiscale avérés ainsi que l'étude des données fournies par les enquêtes judiciaires ou les questionnaires concernant le travail au noir ou l'économie souterraine. Les méthodes indirectes comprennent les approches fondées sur les disparités et la demande de numéraire, les calculs basés sur les intrants physiques ainsi que les méthodes causales, comme les modèles Mimic ou Lisrel (voir *encadré*). Ces différents moyens, complétés par des facteurs d'influence et certains indicateurs, permettent de tirer des conclusions sur l'ampleur de l'économie souterraine³. Citons comme facteurs d'influence : la fiscalité directe et indirecte, les contraintes liées aux restrictions étatiques et normatives, le moral du contribuable et le chômage. Les indicateurs sont, par exemple, le taux d'activité officiel, la progression du produit national officiel et l'argent liquide détenu par le public hors des banques.

Pour 2016, une comparaison entre les pays de l'OCDE fait apparaître l'ampleur relativement forte de l'économie souterraine dans les pays du sud de l'UE (voir *illustration*). En Grèce, elle re-



Mesure indirecte de l'économie souterraine

L'importance de l'économie souterraine peut se mesurer par exemple grâce à une *approche fondée sur les écarts*. Sur le plan macroéconomique, on s'intéresse à la différence entre le compte d'utilisation et celui de distribution ou à la différence entre les taux d'occupation effectif et officiel. Sur le plan microéconomique, le point de repère peut être l'inadéquation entre les recettes et les dépenses des ménages. Une autre méthode indirecte est l'*approche monétaire* (demande de numéraire), qui examine la circulation fiduciaire de grands instituts d'émission et la demande de liquidités. La *méthode fondée sur les intrants physiques* porte notamment sur la consommation d'électricité. Enfin les *méthodes causales* s'appuient sur des modèles comme Lisrel (relation structurelle linéaire indépendante) et Mimic (multiples indicateurs, multiples causes)^a, dans lesquels les origines du travail au noir (imposition du facteur travail, prolifération normative, etc.) sont analysées en lien avec des indicateurs (utilisation d'argent liquide).

a Schneider (2017a).

présente 22 % du produit intérieur brut (PIB), en Italie 20 %, en Espagne 18 % et au Portugal 17 %. L'Allemagne et l'Irlande (11 % chacune) se situent dans la moyenne, ainsi que le Canada (10 %). La Suisse est dans le tiers inférieur (6 %), juste derrière les États-Unis.

La part relativement modeste de l'économie souterraine suisse est, en partie, due à une imposition plutôt modérée du facteur travail. La morale fiscale bénéficie, en outre, de la structure fédéraliste du pays et de sa démocratie directe, qui donnent aux citoyens sensiblement plus de poids dans les décisions des pouvoirs publics et le sentiment d'être moins négligés par la sphère politique.

L'argent liquide a aussi ses avantages

Ces derniers temps, on s'est demandé s'il serait possible de lutter contre la criminalité et l'économie souterraine en supprimant ou en restreignant l'accès à l'argent liquide : par exemple avec une limite de retrait de 1000 euros par personne et par jour. Le débat est devenu houleux et des économistes renommés aux États-Unis – Kenneth S. Rogoff et Peter Sands – ont apporté leur soutien à une telle approche⁴.

L'argent liquide a, bien sûr, ses avantages et ses inconvénients. Le numéraire est, ainsi, un moyen de paiement légal qui a largement fait ses preuves depuis des siècles. Il est anonyme et fonctionne même en cas de panne d'électri-

cité. Il est, de plus, pratique et peut même avoir un rôle éducatif comme argent de poche. Son défaut est que l'on peut en «abuser» et l'utiliser à des fins criminelles ou pour rétribuer le travail au noir. Enfin la fabrication et la gestion des pièces et des billets est plutôt coûteuse. Au demeurant, toujours plus de substituts électroniques à l'argent liquide voient le jour. Les cartes bancaires et de crédit remplacent ou complètent l'argent liquide et, un peu partout comme au supermarché, il devient de plus en plus commode de payer par leur intermédiaire.

À présent, il s'agit surtout de savoir si une limitation ou l'élimination des espèces pourrait considérablement réduire l'économie souterraine et la criminalité. Si l'on optait à l'extrême pour la suppression pure et simple, alors les coûts de transactions augmenteraient puisqu'il est pratique de payer les travailleurs au noir en espèces et que cela ne laisse guère de trace. Dans ce cas précis, il est certain que diverses activités échapperaient à la clandestinité.

Cela dit, tant que l'on ne s'attaquera pas aux causes – lourde taxation du facteur travail et hyper-réglementation dans de nombreux pays de l'OCDE –, l'économie souterraine ne reculera pas réellement. C'est ce que montre un récent travail du soussigné⁵. Cette étude empirique constate que l'argent liquide est corrélé aux activités au noir ; elle se penche, en outre, sur les effets d'une restriction du numéraire.

Il en résulte que même en cas de suppression de l'argent liquide, on observerait tout au plus un recul de 10 à 15 % du volume de l'économie souterraine. En voulant éprouver la thèse qui veut qu'une diminution de l'argent liquide réduise sensiblement l'économie clandestine, on a collé le plus possible au modèle «toutes choses égales par ailleurs». Aucun recul significatif n'a été constaté.

Le constat est identique en ce qui concerne l'ampleur de la corruption. Lorsque celle-ci est mineure, le liquide joue souvent un rôle important. Là, on observe que la suppression du numéraire ferait peut-être baisser la corruption de 10 à 15 %. Pour ce qui est du crime organisé, il est établi que celui-ci utilise le plus souvent des moyens de transfert démonétisés. En dehors des films policiers, on ne voit plus guère de coffres remplis de millions passer dangereusement les

2 Voir Schneider et Enste (2000), Feld et Schneider (2010), ainsi que Schneider (2017a).

3 Voir Feld et Schneider (2010), ainsi que Schneider (2017a).

4 Rogoff (2014) et Sands (2016).

5 Schneider (2017b).

frontières. Avec des sociétés écrans et de fausses transactions sans papier, les criminels ont trouvé d'autres moyens pour faire transiter des sommes de A à B sans numéraire.

Aux simples citoyens de décider

Que savons-nous et qu'ignorons-nous du rapport entre économie souterraine et argent liquide ? Les premiers résultats empiriques le montrent clairement : supprimer ou limiter l'argent liquide n'aura pas d'incidence notable sur le recul de l'économie souterraine ou de la criminalité dans la mesure où les causes du phénomène ne sont pas écartées. Par contre, supprimer l'argent liquide aurait de lourdes conséquences dans notre société. D'abord parce qu'elle nous priverait d'un précieux moyen de paiement. Ensuite, parce que les paiements sans numéraire nous rendent transparents, dès lors faciles à surveiller pour l'État, les institutions et les entreprises, qui peuvent ainsi savoir à qui nous consacrons notre argent. Troisièmement, enfin, les pannes de courant bloquent les transactions électroniques, ce

qui peut avoir de fâcheuses conséquences dans la société.

La principale conclusion à tirer de ces considérations est qu'il faut laisser au simple citoyen et au contribuable le soin de décider s'il veut ou non se passer d'argent liquide. S'il arrivait un jour que plus personne ne paie en espèces, on pourrait alors les abolir. En attendant, conservons ce moyen de paiement légal. Surtout si l'on sait que la suppression du numéraire n'a pas, en soi, d'incidence significative sur l'ampleur de l'économie souterraine et la criminalité.



Friedrich Schneider

Département d'économie politique,
université Johannes Kepler de Linz (Autriche)

Bibliographie

- Feld Lars P. et Schneider Friedrich, « Survey on the Shadow Economy and Undeclared Earnings in OECD-Countries », *German Economic Review*, 11/2, 2010, pp. 109–149.
- Rogoff Kenneth S., *Costs and Benefits to Phasing Out Paper Currency*, Washington (DC), National Bureau of Economic Research NBER, working paper 20/126, 2014.
- Sands Peter, *Making It Harder for the Bad Guys: The Case for Eliminating High Denomination Notes*, Boston, Harvard Kennedy School, M-RCBG Associate Working Paper Series n° 52, février 2016.
- Schneider F. « Estimating a Shadow Economy: Results, Methods, Problems and Open Questions », *Open Economics*, 1/1, 2017 (a), pp. 1–29.
- Schneider F., *Restricting or Abolishing Cash: An Effective Instrument for Fighting the Shadow Economy, Crime and Terrorism?*, 2017 (b), Department of Economics, université de Linz.
- Schneider F. et Enste D., « Shadow Economies: Size, Causes and Consequences », *The Journal of Economic Literature*, 38/1, 2000, 77–114.
- Schneider F et Williams Collin C., *The Shadow Economy*, 2013, Institute of Economic Affairs IEA, London.
- Williams Collin C. et Schneider Friedrich, *Measuring the Global Shadow Economy: The Prevalence of Informal Work and Labor*, Cheltenham (UK), 2016, Edward Elgar Publishing Company.